

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

50/22

### SEANCE DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

**Date de la convocation :**  
09/12/2022

L'an deux mille vingt-deux,

Le mercredi quatorze décembre à dix-neuf heures, les membres du conseil municipal, régulièrement convoqués, se sont réunis, à la mairie, sous la présidence de Monsieur MOGLIA Jean-Marco, Maire.

**NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice	15
Présents	12
Pouvoirs	3
Votants	15

**Étaient présents :**

MM. MOGLIA, MORENNE, CHAUSSON, DESPLANQUE, MALVOISIN.

Mmes BARBARAY, FERAILLE, GOSSE, JACOB, LEPAGE, PICOS, PLAZANET.



**ANDÉ**

**Absents ayant donné leurs pouvoirs :**

M. GROULT à M. MOGLIA,  
M. DAUSTER à Mme JACOB,  
M. SIAUSSAT à M. MORENNE.

**Secrétaire(s) de séance :** Mme LEPAGE

**Objet de la délibération :**

**AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'ANDE SUR LE PROJET DE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPI) ARRÊTÉ PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE LE 22 SEPTEMBRE 2022.**

**RAPPORT :**

**I-Présentation du RLPI arrêté :**

Par délibération n° 2021-276 en date du 25 novembre 2021, le conseil communautaire a prescrit l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPI) sur l'ensemble de son territoire, déterminé les objectifs poursuivis et arrêté les modalités de la concertation.

Un débat sur les orientations stratégiques du RLPI a eu lieu lors du Conseil Communautaire du 28 avril 2022.

Au préalable, au cours des mois de mars et d'avril 2022, les Conseils Municipaux des communes de l'Agglomération Seine-Eure en avaient eux-mêmes débattu.

Après concertation avec les communes, le Conseil Communautaire a arrêté le bilan de la concertation et le projet de RLPI par délibération en date du 22 septembre 2022.

**II. Le projet de RLPI et les choix retenus :**

**Les grands objectifs poursuivis par le RLPI sont les suivants :**

- Prendre en compte les évolutions législatives et notamment la loi portant engagement national pour l'environnement (ENE) du 12 juillet 2010.
- Adapter les règles nationales au contexte local du territoire Seine-Eure.
- Adopter des règles pour une communication extérieure harmonieuse.
- Améliorer la qualité esthétique des dispositifs de publicité, enseignes et pré-enseignes existants et à venir.
- Contribuer à la mise en valeur des centres-villes et des entrées de ville du territoire.

**Le projet de RLPI s'articule autour de 5 orientations stratégiques :**

1. Préserver la qualité des paysages naturels et de sensibilité environnementale.
2. Promouvoir le développement économique durable du territoire.
3. Protéger les noyaux historiques et l'ambiance des cours de vie et quartiers résidentiels pour améliorer la qualité du cadre de vie des habitants et visiteurs.
4. Maîtriser l'image du territoire et son attractivité à travers ses espaces vitrines.
5. S'engager dans une démarche de sobriété énergétique plus large et lutter contre la pollution lumineuse.

**Le règlement :**

Conformément au Code de l'environnement en vigueur, le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPI) de l'Agglomération Seine-Eure adapte au contexte local les dispositions nationales qui s'appliquent pour les dispositifs de publicité, de pré enseigne et d'enseigne.

1. Les dispositions générales du règlement choisies sont justifiées par l'orientation générale qui vise à respecter la qualité des paysages et à la protection du cadre de vie par l'adaptation de l'affichage extérieur, comme participant aux ambiances et à la dynamique des espaces de vie.
2. Les dispositions spécifiques répondent aux spécificités locales. Elles s'organisent en 5 Zones de Publicité Restreinte (ZPR) :

→ La zone de publicité restreinte n°1 (ZPR.1)

Le périmètre de la ZPR.1 est constitué des secteurs agglomérés présentant un intérêt patrimonial et paysager à protéger (abords de monuments historiques, secteurs urbains patrimoniaux identifiés dans les documents d'urbanisme en vigueur, sites inscrits). Les noyaux anciens des communes et leurs tissus résidentiels adjacents présentant des caractéristiques bâties historiques ou pittoresques, ainsi que des atouts paysagers à protéger, s'inscrivent dans cette zone. Elle permet d'introduire, au-delà de la publicité sur mobilier urbain, du micro-affichage sur devanture commerciale. Il convient de rappeler qu'au sein de ces périmètres de protection patrimoniale bâti et naturel (sites inscrits et aux abords de monuments historiques), l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) sera sollicité pour avis sur les projets, ce qui permettra d'obtenir une garantie supplémentaire à la bonne intégration des dispositifs.

Une ZPR.1bis délimite le Site Patrimonial Remarquable du centre de Gaillon.

Par ailleurs, il est essentiel de préserver le paysage des centralités communales de façon à protéger et à améliorer le cadre de vie des habitants et des visiteurs. Pour cela, les petites surfaces publicitaires sont les mieux adaptées à ces environnements avant tout piétonnier. Le mobilier urbain permet la communication de la collectivité et la surface publicitaire permet le financement du mobilier (abris-bus notamment), qui seraient autrement à la charge des communes et des habitants. Les lieux et le nombre d'implantation de publicités sur mobilier urbain sont gérés par les communes par des conventions. Dans les zones où la publicité sur mobilier urbain est autorisée, aucune règle d'implantation précise n'a été fixée, afin de laisser la liberté aux communes d'appréhender cette question.

→ La zone de publicité restreinte n°2 (ZPR.2)

Le périmètre de la ZPR.2 se divise en deux sous-zones pour lesquelles la réglementation relative à l'implantation publicitaire sera plus ou moins souple en raison de leurs caractéristiques urbaines et paysagères. La réglementation relative aux enseignes sera quant à elle identique aux deux zones.

Le périmètre de la ZPR.2A est constitué des secteurs résidentiels à ambiance péri-urbaine des communes de plus de 10.000 habitants : Louviers, Val de Reuil. La ZPR.2A propose ainsi une réglementation adaptée à ces contextes urbains, plus souple qu'en ZPR.2.B et ZPR.1.

Le périmètre de la ZPR.2B est constitué des secteurs résidentiels à ambiance rurale des villages et des hameaux répartis sur le territoire. Afin de préserver la quiétude et le cadre de vie des habitants, seules sont admises des publicités de petit format, telles que les publicités sur mobilier urbain de 2m<sup>2</sup> et le micro-affichage. La publicité murale est tout de même autorisée jusqu'à 4m<sup>2</sup> de surface maximum en respectant les conditions générales liées à la densité des dispositifs.

→ La zone de publicité restreinte n°3 (ZPR.3)

Les principales voies d'accès du territoire sont des axes structurants, vecteurs de l'identité de l'Agglomération et des communes où enjeux économiques et touristiques se combinent. La ZPR.3 permet d'encadrer la publicité et les préenseignes le long des grands axes de circulation traversant les secteurs agglomérés, augmentés de 20m de part et d'autre de l'alignement. Seules l'Avenue Winston Churchill et l'entrée d'agglomération Chaussée de Paris de la Ville de Louviers, sont soumises à la ZPR.3.

→ La zone de publicité restreinte n°4 (ZPR.4)

La ZPR.4 s'applique aux zones d'activités économiques et/ou commerciales. Cette zone a pour but d'harmoniser le traitement des enseignes au sein des différentes zones d'activité et/ou commerciales du territoire. Dans le but d'améliorer la lecture de la zone, la publicité sera interdite au sein de celles-ci, hormis les dispositifs d'affichage pour une offre commerciale de courte durée considérés comme de l'enseigne temporaire de moins de trois mois.

→ La zone de publicité restreinte n°5 (ZPR.5)

La cinquième zone (ZPR.5) couvre tous les espaces naturels, agricoles et forestiers du territoire situés hors agglomération. Pour rappel, au sein des espaces non agglomérés, la publicité est strictement interdite par le Code de l'environnement. Cette zone ne vise ainsi qu'à réglementer les enseignes d'activités ponctuelles, ainsi que les pré enseignes entrant dans le régime dérogatoire, dont la surface et le nombre sont limités par le Code de l'environnement.

### **III. Avis du Conseil Municipal sur le dossier de RLPI arrêté au Conseil Communautaire du 22 septembre 2022.**

En application des dispositions de l'article L.153-15 du Code de l'urbanisme, le Conseil Municipal est amené à donner un avis sur les dispositions réglementaires qui le concerne (règlement écrit, plan de zonage).

Sur la commune d'Andé, le projet de RLPi prévoit :

- Un classement de la commune en plusieurs zones :
  - ZPR.1
  - ZPR.2.B
  - ZPR.4
  - ZPR.5

**DECISION :**

Le conseil Municipal de la Commune d'Andé,

VU la loi n°2010-788 portant engagement national pour l'environnement dite « loi Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, et son décret du 30 janvier 2012,

VU le code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L.581-1 à L.581-45 et R581-1 à R. 581-88 du Code de l'environnement,

VU le code de l'urbanisme et particulièrement les articles L.103-2 et suivants, L.153-1 et suivants et R.153-1 et suivants relatifs à la concertation et à la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme,

VU les statuts de la Communauté d'Agglomération Seine Eure,

VU la délibération n°2019-143 en date du 27 juin 2019 prescrivant l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) sur le territoire de la Communauté d'agglomération Seine-Eure ;

VU la délibération n°2021-276 en date du 25 novembre 2021 étendant l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) sur l'intégralité du territoire de la Communauté d'agglomération Seine-Eure (60 communes) ;

VU les Règlements Locaux de Publicité (RLP) en vigueur sur le territoire de l'Agglomération,

VU la conférence intercommunale des maires en date du 18 novembre 2021 visant à définir les modalités de collaboration de l'Agglomération Seine-Eure avec les communes membres lors de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité intercommunal (RLPi),

VU la charte de gouvernance définissant les instances de collaboration mises en place entre les communes et l'Agglomération Seine-Eure pour le suivi de l'élaboration du RLPi évoquée lors de la conférence intercommunale des maires du 18 novembre 2021,

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2022 – 229 en date du 22 septembre 2022 tirant bilan de la concertation,

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2022 – 230 en date du 22 septembre 2022 arrêtant le projet de RLPi,

Après avoir pris connaissance du projet de RLPi, au regard du projet arrêté et des discussions en séance :

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :**

- D'émettre un avis favorable sur le projet de RLPi arrêté par le conseil communautaire le 22 septembre 2022. Cet avis sera porté à la connaissance du public dans le cadre de l'enquête publique.

Fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus  
Et les membres présents ayant signé au registre.  
Délibération votée à l'unanimité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

027-212700157-20221214-50-2022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préet : 20/12/2022

Affichage : 20/12/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Le Maire,

Jean-Marc MOGLIA



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

51/22

## SEANCE DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2022

Date de la convocation :  
09/12/2022

L'an deux mille vingt-deux,

Le mercredi quatorze décembre à dix-neuf heures, les membres du conseil municipal, régulièrement convoqués, se sont réunis, à la mairie, sous la présidence de Monsieur MOGLIA Jean-Marc, Maire.

### NOMBRE DE MEMBRES

En exercice	15
Présents	12
Pouvoirs	3
Votants	15

### Étaient présents :

MM. MOGLIA, MORENNE, CHAUSSON, DESPLANQUE, MALVOISIN.

Mmes BARBARAY, FERAILLE, GOSSE, JACOB, LEPAGE, PICOS, PLAZANET.

### Absents avant donnés pouvoirs :

M. GROULT à M. MOGLIA,  
M. DAUSTER à Mme JACOB,  
M. SLAUSSAT à M. MORENNE.

Secrétaire(s) de séance : Mme LEPAGE



ANDÉ

**Objet de la délibération :** TARIFS RESTAURANT SCOLAIRE AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2023.

Monsieur Le Maire rappelle au Conseil Municipal les augmentations successives sur l'année 2022. Monsieur Le Maire rappelle que les frais de paiement sur le portail TIPI (service de paiement en ligne pour les parents) sont à la charge de la commune. Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de délibérer les tarifs de cantine, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Décide une augmentation des tarifs de l'année 2023,
- Approuve les tarifs des repas figurant dans le tableau ci-dessous applicable du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Enfants	Tarif Repas
Andéens	4,79 €
Extérieurs	5,07 €

- Autorise :

- M. Le Maire à signer le contrat de convention avec La Normande.
- A appliquer les nouveaux tarifs dès la facturation de Janvier 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus  
Et les membres présents ayant signé au registre.  
Le Conseil Municipal accepte à la majorité :

POUR : 8 VOIX

CONTRE : 7 VOIX

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

027-212700157-20221214-DE-51-2022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2022

Affichage : 20/12/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Maire,

Jean-Marc MOGLIA



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

52/22

## SEANCE DU VENDREDI 14 DECEMBRE 2022

**Date de la convocation :**  
09/12/2022

L'an deux mille vingt-deux,

Le mercredi quatorze décembre à dix-neuf heures, les membres du conseil municipal, régulièrement convoqués, se sont réunis, à la mairie, sous la présidence de Monsieur MOGLIA Jean-Marc, Maire.

NOMBRE DE MEMBRES	
En exercice	15
Présents	12
Pouvoirs	3
Votants	15

**Étaient présents :**

MM. MOGLIA, MORENNE, CHAUSSON, DESPLANQUE, MALVOISIN.

Mmes BARBARAY, FERAILLE, GOSSE, JACOB, LEPAGE, PICOS, PLAZANET.

**Absents ayant donné pouvoir :**

M. GROULT à M. MOGLIA,  
M. DAUSTER à Mme JACOB,  
M. SIAUSSAT à M. MORENNE.

**Secrétaire(s) de séance :** Mme LEPAGE



**ANDÉ**

**Objet de la délibération :** Tarifs pour la location de la salle communale – Année 2023

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération du 14 janvier 2022, pour la location du CAC. Monsieur Le Maire explique au Conseil Municipal qu'il y a lieu de voter des nouveaux tarifs pour le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Après délibération le Conseil Municipal décide une augmentation de 16%, arrondi à 5 ou 0, et approuve le tableau ci-dessous :

Désignation	ETE		HIVER	
	Commune	Hors Commune	Commune	Hors Commune
Grande salle + office	325	785	490	1200
Grande salle sans office	275	670	380	1000
Petite salle + office	265	655	340	845
Petite salle sans office	195	500	250	745
Vin d'honneur petite salle	115	290	160	375
Vin d'honneur grande salle	220	395	270	485
Location jeunes	115	-----	115	-----
Chaises	1.65			
Tables	10			

} Réservé aux habitants de la Commune, pour leur domicile.

La caution pour la location de la salle est fixée à 1 500 € et sera rendue après constatation du bon état des lieux, lors de la restitution des clés.

La caution pour la location des tables et des chaises est fixée à 300 €, et sera rendue après constatation du bon état du matériel, et du nombre correspondant au prêt.

Le tarif « été » commence le 1<sup>er</sup> mai et se termine le 30 septembre.

Fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus  
Et les membres présents ayant signé au registre.  
Le Conseil Municipal décide à l'unanimité.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

027-212700157-20221214-DE-52-2022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2022

Affichage : 20/12/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



**POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME**

Le Maire,  
Jean-Marc MOGLIA.



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

53/22

### SEANCE DU VENDREDI 14 DECEMBRE 2022

Date de la convocation :  
09/12/2022

L'an deux mille vingt-deux,

Le mercredi quatorze décembre à dix-neuf heures, les membres du conseil municipal, régulièrement convoqués, se sont réunis, à la mairie, sous la présidence de Monsieur MOGLIA Jean-Marc, Maire.

#### NOMBRE DE MEMBRES

En exercice	15
Présents	12
Pouvoirs	3
Votants	15

#### Étaient présents :

MM. MOGLIA, MORENNE, CHAUSSON, DESPLANQUE, MALVOISIN.

Mmes BARBARAY, FERAILLE, GOSSE, JACOB, LEPAGE, PICOS, PLAZANET.

#### Absents avant d'avoir donné pouvoir :

M. GROULT à M. MOGLIA,  
M. DAUSTER à Mme JACOB,  
M. SIAUSSAT à M. MORENNE.

Secrétaire(s) de séance : Mme LEPAGE



ANDE

**Objet de la délibération :** CHARGES ANNUELLES 2022 – FONCTIONNEMENT CENTRE DE LOISIRS A L'AGGLOMERATION SEINE-EURE.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Centre de Loisirs d'Andé est de la compétence du Service Enfance-Jeunesse de l'Agglomération Seine-Eure.

Monsieur Le Maire rappelle au Conseil Municipal que depuis l'année 2018 des charges de personnels et de fonctionnement du bâtiment sont facturées à l'Agglomération Seine-Eure.

Monsieur Le Maire informe le Conseil Municipal que pour établir la facturation, il y a lieu de prendre une délibération.

Monsieur Le Maire présente le coût de fonctionnement sera de 72 213,94 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil décide :

- De donner l'autorisation à Monsieur Le Maire d'établir une facture de 72 213, 94€, pour les frais de fonctionnement et de personnel, à l'Agglomération Seine-Eure.
- De signer tout document permettant d'effectuer la facturation.

Fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus  
Et les membres présents ayant signé au registre.  
Le Conseil Municipal décide à l'unanimité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

027-212700157-20221214-DE-53-2022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2022

Affichage : 20/12/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Maire,  
Jean-Marc MOGLIA.

